
3.1.3. La gestion du risque en mer

En priorité figure le risque requin, qui doit faire l'objet de capacités d'études et de programmes de régulation des populations spécifiques, afin de concilier la sécurité des personnes en mer et la préservation des espèces.

3.1.3.1. La gestion du risque en mer (ex 135)

A. Finalités et enjeux :

La France, dont la zone économique en Océan Indien représente 2 875 300 km², dispose à La Réunion d'une expérience reconnue et de moyens significatifs pour en assurer la surveillance. Ils ne sont toutefois pas suffisants dans le cadre d'une politique régionale de coopération maritime au regard des espaces à couvrir et des objectifs nécessaires de développement durable des activités maritimes de la zone que sont la surveillance des activités de pêche, la sécurité de la navigation et la lutte contre les pollutions maritimes

Le programme s'appuie sur la stratégie régionale dans le domaine des pêches maritimes et de l'aquaculture. Elle s'intègre dans le cadre de la déclaration finale du sommet des chefs d'Etat de la Commission de l'océan indien du 22 juillet 2005 (Coopération économique et commerciale) en faveur d'une stratégie régionale du développement des pêches et de lutte contre les pratiques et les opérations de pêche illégale.

L'expérience reconnue de la France, depuis la Réunion, dans ces domaines, notamment celui de la lutte contre la pêche illégale, et la contiguïté des zones économiques exclusives des états riverains de l'océan indien rendent nécessaire la conduite d'actions de coopération concertées entre les États riverains, sous une impulsion attendue de la Réunion

B. Présentation technique :

Des opérations de prévention contre ces risques seront conduites à travers la surveillance des pollutions marines par satellite.

La formation des équipes de la sécurité civile et des agents de l'Etat des îles de l'océan Indien permettra d'améliorer les capacités de protection contre les pollutions marines par hydrocarbures touchant les littoraux

Il s'agit de soutenir :

- des campagnes de surveillance en Océan Indien par le patrouilleur des affaires maritimes OSIRIS avec l'embarquement d'observateurs français et étrangers dans le cadre de la coopération régionale ;
- des actions de surveillance des pollutions maritimes par satellite, la mise en commun des informations relatives à la sécurité des navires détenues par les stations de pilotage ;
- la formation d'agents en charge de la surveillance des pêches, du pilotage maritime et des pollutions marines en océan indien ;
- la coopération et la coordination entre Etats de la Commission de l'océan Indien pour la protection et la valorisation des ressources halieutiques de la zone...

Les opérations soutenues dans le cadre du CCT sont inscrites au programme Interreg V 2014-2020. OT5 – V3

Partenaires financiers : Europe - Etat

Le taux de co-financement de cette mesure du programme Interreg V est de 85% UE et de 15% pour la contrepartie nationale. L'Etat apporte la contrepartie nationale attendue face aux crédits européens.

Maîtres d'ouvrages : Autorités publiques locales, établissements publics, organisations professionnelles

C. Présentation financière en million d'euros:

	CCT ETAT	CCT REGION	AUTRE PUBLIC	EU Inter reg V	TOTAL FINANCE
Fonds européens	0.236 890			1.460	1.696 890

Origine des crédits :

- Etat: BOP 123
- Europe : Interreg V

Calendrier de réalisation: Une répartition régulière d'environ 0,300 M€ par an d'opération est retenue, soit un besoin moyen annuel de crédits d'Etat d'un montant de : 0,050 M€

Critères de sélection des opérations : Participe à l'amélioration des connaissances et permet une meilleure prévention des risques en mer

Prise en compte du référentiel éco-conditionnalité - version 12/11/2014 :

Critère régional de classification : avoir recours au numérique (visioconférences pour limiter les déplacements ; dématérialisation pour limiter la consommation de papier et autres)

Indicateur d'éco-conditionnalité : part des réunions/échanges ne nécessitant pas de déplacements ou de contacts physiques et qui ont été réalisés en visioconférence ou par voie dématérialisée

D. Evaluation :

Il est convenu, lorsque les actions ou mesures sont cofinancées par des crédits européens que les indicateurs utilisés pour rendre compte auprès de la commission, sont les indicateurs utilisés pour le suivi et la réalisation du CCT.

- Indicateurs de réalisation : nombre d'outils de veille mis en place, nombre de sessions de formation organisées ;
- Indicateurs de résultats : nombre de pollutions marines identifiées ; nombre d'observateurs COI formés, nombre de pollutions détectées.

E. Services référents :

Etat : DMS-OI